

«LE JEUDI »
Extrait de l'édition du 8 mai 2008

Epargné par la crise internationale



Le CES présente son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays. Dans un souci de concision, trois thèmes ont été passés à la loupe: la crise financière internationale, la pauvreté et les finances publiques.

Un avis qui vaut son pesant d'or puisqu'il sert de base à l'élaboration de la déclaration sur l'état de la nation que le Premier ministre s'apprête à prononcer, le 22 mai prochain. Qu'y apprend-on? Que les choses ne vont pas si mal. L'économie luxembourgeoise connaît un léger ralentissement passant de 6,1% en 2006 à 5% en 2007. L'inflation, elle, a diminué à 2,3% en 2007, mais on sait déjà qu'elle a repris une courbe ascendante, notamment à cause de la hausse du prix du pétrole et s'établit à 3,5% pour avril 2008. En ce qui concerne le marché du travail, 13.000 emplois ont été créés en 2007 majoritairement dans les services aux entreprises, 70% de ces nouveaux postes sont occupés par des frontaliers. Pourtant, *«le vivier frontalier atteint sa limite, explique le président du CES, Romain Schmit, on approche de la pénurie, en particulier de main d'oeuvre qualifiée et hautement qualifiée»*. Côté chômage, on note une tendance baissière, le taux passant à 4,2% en janvier 2008 contre 4,5% un an auparavant. Le CES souligne que la lutte doit s'intensifier contre le chômage des travailleurs handicapés (+30% en deux ans) et des plus de 50 ans (+15% en 2007). Quant à la conjoncture internationale, le CES relève que *«la place luxembourgeoise reste une place aux atouts réconfortants et qui, grâce à une réglementation stricte et des champs d'activité bien choisis n'a pas subi de plein fouet les effets de la crise financière internationale»*.

Précautions

Mais la prudence reste de mise étant donné que *«le secteur est dépendant de l'évolution internationale sur les marchés financiers et boursiers et que ses entreprises sont très majoritairement des filiales et succursales de groupes internationaux dont la fortune a été très diverse depuis quelques mois.»* Le vice-président du CES, Raymond Hencks, a pour sa part analysé la problématique de la pauvreté. Bien qu'elle soit incomparable à celle que connaissent d'autres pays, elle n'en existe pas moins au Luxembourg. Ainsi, pour un adulte seul le risque de pauvreté est estimé à 1.484 euros mensuel, pour un ménage avec une enfant ce risque s'établit à 3.116 euros par mois. Parmi les principales raisons de ce risque que le CES relève et sur lesquelles il préconise une action, on retrouve un faible niveau d'éducation, le chômage, l'isolement et le fait d'avoir des enfants à charge.

Raymond Hencks souligne par ailleurs l'importance vitale des transferts sociaux, car sans eux (en dehors des pensions de retraite), 23,8% de la population se retrouverait face au risque de pauvreté. Sans parler d'indexation, le CES s'engage néanmoins en faveur *«d'une adaptation périodique des transferts sociaux en numéraire afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages dans le temps»*. Enfin, l'autre vice-président du CES, Serge Allegrezza, s'est plongé dans les finances publiques soulignant d'emblée que l'excédent de 6% d'avant 2001 n'est plus qu'un rêve du passé. Même si on table sur un excédent de 2% en 2007, il précise aussi que *«les prévisions budgétaires sont difficiles dans un petit pays dont la volatilité des principales grandeurs économiques est très forte.»* Enfin, le CES suggère que *«la politique budgétaire doit éviter d'être procyclique et éviter de stimuler la surchauffe de l'économie ou d'accentuer un ralentissement économique»*